

Les crédits

Avec la taxe sur les produits et services, ce ne sera pas le cas.

Est-il juste que le remboursement accordé aux Canadiens à faible revenu ne soit pas indexé sur le coût de la vie?

Des voix: Non.

M. Manley: Non. Est-il juste que pour les familles qui gagnent plus de 30 000 \$ par année au Canada, ce qui n'est pas beaucoup d'argent, cette taxe soit régressive et que le ministre accepte cela? Ce n'est pas juste.

Avons-nous obtenu une taxe juste? Non. Une taxe visible? Non. Une taxe sans incidence sur les recettes? Non.

Le ministre des Finances a-t-il jamais pris la parole pour expliquer aux Canadiens, au cours de la dernière campagne électorale, ce que serait la phase deux de sa réforme fiscale, de manière ouverte, franche et honnête?

Des voix: Non.

M. Manley: Non. A-t-il eu pour mandat du peuple canadien de la leur faire avaler de force?

Des voix: Non.

M. Manley: Non. Grâce à Dieu, le Sénat du Canada lui rappelle que la Constitution est fondée sur le bicaméralisme et qu'il ne peut pas agir sans son consentement.

Quel était le mandat du gouvernement? Monsieur le Président, vous vous souvenez certainement du mandat qui lui a été confié. Il s'est fait élire sur la même promesse en 1984 et en 1988: des emplois, des emplois et des emplois. C'était là son mandat.

Au Canada, nous faisons non seulement face à un taux de chômage de 8,4 p. 100, taux que le Conference Board voit grimper à 9 p. 100 d'ici le début de l'année prochaine, mais 1,1 million de nos compatriotes sont actuellement sans emploi.

Je suis en faveur de la politique des emplois, des emplois et des emplois. Lorsqu'un gouvernement est élu, sa plus grande priorité devrait être de voir à ce que les gens aient du travail. S'il y a un compromis à faire entre le chômage et l'emploi, et c'est là une question pour les économistes, nous devrions toujours favoriser l'emploi. Ce qu'il y a de tragique dans la politique des taux d'intérêt élevés et du dollar élevé adoptée par le ministre, c'est qu'elle ne peut être efficace que si elle crée du chômage. On peut donc en conclure qu'elle est efficace parce qu'elle crée du chômage.

• (1810)

Le gouvernement veut des propositions, alors je vais lui en faire. Je lui propose de présenter un nouveau budget. À mon avis, c'est clair que les chiffres contenus dans le budget de février étaient inexacts. Le ministre l'a admis lui-même, non pas à la Chambre des communes, mais devant la Chambre de commerce du Canada. Je dis que les chiffres sont inexacts et que nous avons besoin d'un nouveau budget.

Il serait essentiel que le ministre annonce, dans ce nouveau budget, que la taxe sur les produits et services n'entrera pas en vigueur avant qu'on en ait discuté et qu'on l'ait examinée de façon plus approfondie. Si c'était une mauvaise taxe auparavant, c'est une taxe terrible à un moment où le pays est en train de glisser dans une récession. C'est une taxe terrible à un moment où la confiance des consommateurs est un très bas niveau, où les entreprises ferment leurs portes et où les gens sont sans emploi. Ajouter un fardeau de 7 p. 100 à ce moment-ci est très mauvais. C'est le moment de prendre un peu de recul et de réexaminer toute cette question. Est-ce le moment d'imposer aux Canadiens une nouvelle taxe à la consommation?

Il nous faut aussi examiner le processus de réforme fiscale et la répartition du fardeau entre les sociétés, dont la part est versée au titre des frais d'exploitation, et les consommateurs. Les consommateurs ont déjà l'impôt sur le revenu. La conséquence réelle de la suppression de la taxe sur les ventes des fabricants en faveur d'une nouvelle taxe sur la valeur ajoutée, c'est que les consommateurs canadiens devront désormais payer les quelque 5 ou 6 milliards de dollars de taxe que paient actuellement les sociétés au titre des frais d'exploitation. C'est une augmentation très considérable à faire assumer aux consommateurs canadiens à un moment où 1,1 million d'entre eux se trouvent sans emploi, à un moment où la confiance diminue, où les ventes au détail baissent, tout comme les mises en chantier, les ventes de véhicules et tous les autres indicateurs économiques auxquels on puisse penser. C'est vraiment un très mauvais moment. Voilà ce que devrait être le programme du gouvernement.

Et qu'en est-il du programme à long terme? Le gouvernement est très fier des coupures qu'il a imposées. Il est maintenant temps pour lui, je crois, de commencer à penser aux domaines où il faut investir.

Le vrai problème auquel nous ayons à faire face sur le plan de l'emploi est fort bien exposé dans le récent rapport du Conseil économique, qui parle du changement du schéma de l'emploi chez nous. Le Canada—et cela n'a rien à voir avec les partis—doit faire face à la